

Strasbourg, le 15 juin 2004

RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL D'HYGIENE

Proposition d'arrêtés préfectoraux relatifs à la mise en œuvre de mesures temporaires de réduction des émissions de COV et/ou de NOx dans le secteur industriel lors des périodes de pollution par l'ozone.

Département du Bas-Rhin

1. Généralités

En application du Code de l'environnement, Livre II « Milieux physiques », Titre II « Air et atmosphère » et notamment ses articles L-221.1 à L.221-6, L.223-1 et L.223-2, l'Etat assure avec le concours des collectivités territoriales, la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé.

Dans chaque région, l'Etat confie la mise en œuvre de cette surveillance à un ou plusieurs organismes agréés. En Alsace, il s'agit de l'Association pour la Surveillance et l'étude de la Pollution Atmosphérique (ASPA).

Les organismes agréés de surveillance de la qualité de l'air informent la population sur la qualité de l'air constatée et prévisible dans leur zone de compétence, sur les dépassements de seuils de recommandation et d'information et d'alerte et diffusent éventuellement les recommandations sanitaires établies par l'autorité administrative.

2. Réglementation existante

2.1. Procédure d'information de la population :

La procédure d'information de la population comporte deux niveaux correspondant respectivement aux « seuils de recommandation et d'information » et aux « seuils d'alerte ».

Ces seuils sont fixés par le **décret n°98-360 du 6 mai 1998** « relatif à la surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé et sur l'environnement, aux objectifs de qualité de l'air, aux seuils d'alerte et aux valeurs limites », qui a été modifié,

- le **15 février 2002 par décret n° 2002-213** portant transposition des directives 1999/30/CE du conseil du 22 avril 1999 et 2000/69/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 novembre 2000 ;

le **12 novembre 2003 par décret n° 2003-1085** portant transposition de la directive 2002/3/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2002 et sur avis de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale du 20 mai 2003. **Ce dernier texte définit de nouveaux seuils d'alerte plus contraignants pour la mise en œuvre graduées de mesures d'urgence en cas d'épisode de pollution par l'ozone** à partir de 240 µg/m³ d'ozone, renforcées à 300 µg/m³, puis à 360 µg/m³.

Il est complété par l'**Arrêté du 11 juin 2003** relatif aux informations à fournir au public en cas de dépassement ou de risque de dépassement des seuils de recommandation ou des seuils d'alerte qui, sur avis du Conseil supérieur d'hygiène public de France du 18 avril 2000, définit les conduites à tenir lors d'épisodes de pollution atmosphérique.

L'arrêté préfectoral du 9 juin 2004 « relatif à l'information des populations en cas d'épisode de pollution atmosphérique par l'ozone, le dioxyde de soufre, le dioxyde d'azote et par les particules en suspension dans l'atmosphère et à la mise en œuvre de premières mesures d'urgence », **qui abroge l'arrêté préfectoral antérieur du 10 juillet 1997** (modifié par deux arrêtés du 7 novembre 2001 et du 24 octobre 2002), institue une procédure actualisée d'information de la population en intégrant :

- les nouveaux seuils d'alerte pour la mise en œuvre progressive de mesures d'urgence en cas d'épisode de pollution par l'ozone, à partir du seuil de concentration 240 µg/m³ (renforcement des mesures d'urgence en cas de pollution par l'ozone) ;
- les dispositions de l'arrêté du 11 juin 2003 qui renforcent le dispositif de communication, notamment à l'égard des populations les plus sensibles.

Par ailleurs, en créant un lien avec l'arrêté préfectoral « mesures d'urgence » du 21 octobre 1998 existant, l'arrêté du 9 juin 2004 permet de prendre de premières mesures d'urgence de réduction de vitesse dans le transport automobile, en cas de dépassement prévu ou constaté du 1^{er} seuil d'alerte 240 µg/m³.

2.2. Mesures d'urgence :

L'arrêté préfectoral en date du 21 octobre 1998 « relatif à la mise en œuvre des mesures d'urgence sur le territoire de l'agglomération strasbourgeoise en cas d'épisode de pollution atmosphérique », définit les mesures d'urgence temporaires concernant la circulation automobile, à mettre en œuvre (mesure n°1 : réduction de vitesse à 70 km/h ; mesure n°2 : circulation alternée) en cas de dépassement d'un seuil d'alerte pour les polluants ozone, oxydes d'azote et poussières et particules.

3. Texte en préparation et nouveau dispositif d'information et de mesures d'urgence

L'épisode de canicule connu par la France durant l'été 2003 a été doublé par une pollution par l'ozone exceptionnelle qui a touché l'ensemble de l'Europe. Des concentrations élevées d'oxydes d'azote proches du seuil d'alerte et de particules fines ont par ailleurs été constatées. En Alsace, des records de pollution en valeurs atteintes et en nombre de jours de dépassements des seuils ont été enregistrés. La procédure d'information des populations (seuil 180 µg/m³) a été activée une quarantaine de jours et le niveau de 240 µg/m³ pendant trois heures consécutives (nouveau 1^{er} seuil d'alerte) a été dépassé 3 ou 4 fois en Alsace. La norme pour la protection de la santé humaine a été dépassée 74 fois en moyenne contre 28 jours en 2002 et dans les Vosges, la norme pour la protection de la végétation (65 µg/m³ sur 24 h) a été dépassée 280 jours contre 267 en 2002.

Le « Plan air » présenté en Conseil des Ministres le 5 novembre 2003 précise que la politique de l'air doit en premier lieu viser la réduction continue des émissions polluantes mais rappelle également la nécessité d'un renforcement des actions à court terme de réduction des émissions dans les secteurs transport et industriel et d'une amélioration de l'information de la population lors des pics de pollution.

Dans ce contexte, une **circulaire ministérielle « relative aux procédures d'information et recommandation et d'alerte et aux mesures d'urgence »** est en cours d'élaboration (projet de circulaire du 6 mai 2004), qui a pour objet :

→ l'application des dispositions du décret du 12 novembre 2003 qui a abaissé le seuil d'alerte pour l'ozone et prévu des actions progressives à partir de 240 µg/m³ en cas de pollution par l'ozone.

Ces dispositions impliquent notamment la mise en œuvre de **plans d'actions individualisés pour les plus gros émetteurs industriels mais aussi de réduction de vitesse généralisées et inscrites dans le code de la route**. D'autre part une refonte des modalités de circulation alternée, réservée aux épisodes aigus de pollution, est en cours afin d'intégrer les données sur l'évolution du parc automobile depuis la création de la pastille verte.

→ L'intégration des établissements industriels émetteurs de polluants atmosphériques dans la procédure générale d'information des populations est de ce fait demandée.

→ le déclenchement des procédures d'information et d'alerte **sur la base de prévisions** afin de renforcer l'efficacité des mesures d'urgence et des recommandations sanitaires.

→ les conditions de levée de la procédure d'information et d'alerte.

Ces nouvelles dispositions vont nécessiter une révision complète du dispositif actuel prévu au niveau départemental pour lutter contre les pointes de pollution, en particulier pour le polluant ozone, tant en ce qui concerne le déclenchement de la procédure d'information et de recommandation et d'alerte, que les périmètres d'application des nouvelles mesures qui peuvent être variables en fonction des seuils atteints et la nature des mesures elles-mêmes à prendre vis-à-vis des principaux émetteurs dans les secteurs industriels et transports.

4. Projets d'arrêtés préfectoraux proposés

Conformément aux directives de la circulaire ministérielle mentionnée précédemment et dans le cadre de la nouvelle procédure de recommandation et d'alerte instaurée par l'arrêté préfectoral du 9 juin 2004, les deux projets d'arrêtés préfectoraux joints à la présente note, ont pour objet d'instaurer des mesures de réduction temporaire des émissions des précurseurs d'ozone COV et/ou NOx en prévision ou en cas d'épisode de pollution par l'ozone. **Ces deux projets d'arrêté concernent les établissements industriels Compagnie rhénane de raffinage (CRR) à Reichstett et Société Alsacienne d'aluminium (SAA) à Sélestat.**

Strasbourg, le 15 juin 2004

L'inspecteur des installations classées

Vu et transmis
Pour le Directeur régional
Le Chef du service régional de l'environnement industriel